



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION
DE L'EVALUATION ET DU SUIVI
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement

Arrêté n°3072/2011 du 20 DEC. 2011

Relatif à l'augmentation de la capacité du centre de tri des emballages ménagers et recyclables de la société Barisien situé sur le territoire de la commune de Vaudoncourt

La préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Madame Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral de l'établissement BARISIEN n°3433/2001 du 11 décembre 2001 modifié l'autorisant à exploiter le centre de tri de Vaudoncourt ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2647/2007 du 24 septembre 2007 portant la capacité annuelle de tri de 12 000 à 15 000 tonnes ;
- Vu le courrier préfectoral du 19 août 2011 remplaçant les rubriques de classement suite à l'évolution de la nomenclature ICPE.
- Vu le dossier de demande d'augmentation de capacité de tri transmis par l'établissement BARISIEN en date du 1^{er} septembre 2011 à la Préfecture des Vosges ;
- Vu les rapport et projet d'arrêté en date du 26 octobre 2011 établis par l'inspecteur des installations classées ;
- Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 22 novembre 2011 ;
- Vu le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 23 novembre 2011 ;

Considérant que ce dernier n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté,

Considérant que les conditions d'exploitation du centre de tri de Vaudoncourt décrites par la société BARISIEN dans son dossier de demande ne représentent pas des modifications substantielles ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrêté

Article 1^{er} – Le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral N° 3433/2001 du 12 décembre 2001 est modifié comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Description des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2714.1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	<p><u>En amont :</u> deux alvéoles de réception des déchets : (1 232 m³)</p> <p><u>En aval :</u> **intérieur** - stock de JRM en vrac : 468 m³ - stock de cartonnettes et gros de magasin en balles : 89 m³ **extérieur** - stockage en balles de : PEhd: 73 m³ ; PET clair: 106 m³ ; PET foncé: 73 m³ ; ELA: 73 m³ ; carton: 55 m³ - stockage de refus de tri (150 m³) - stockage en balles de déchets industriels banals et autres emballages plastiques provenant de l'agriculture (150 m³)</p>	Volume susceptible d'être présent	>1000 m ³	2469 m ³
2713.2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	- une surface d'entreposage de 70 m ² - une surface affectée aux activités de tri et de reconditionnement de 30 m ²	Surface de cette activité	>100 m ² mais <1000 m ²	100 m ²
2715	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre	néant	Volume susceptible d'être présent	>250 m ³	250 m ³

A : autorisation – D : déclaration – NC : non classé

Article 2 - L'article 1.3 est remplacé par l'article suivant :

Les dispositions du présent arrêté sont conformes au Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés approuvé le 9 décembre 2010, en vigueur jusqu'en 2020.

Article 3 - L'article 7.3.2 est remplacé par l'article suivant:

L'installation est en conformité avec l'arrêté du 4 octobre 2010, dans ses articles 16 à 23 relatifs au risque foudre. Ainsi une Analyse du Risque Foudre est réalisée par un organisme compétent à échéance du 1er janvier 2012.

Article 4 - L'article 7.4.3 de l'arrêté N° 3433/2001 est complété par la disposition suivante :

La distance séparant la zone de stockage extérieure du hall de tri est fixée à 6 mètres minimum.

Article 5 - L'article 8.1 de l'arrêté N° 3433/2001 est remplacé par l'article suivant :

La capacité maximale annuelle de l'installation est de 25 000 tonnes, la capacité journalière moyenne est de 100 tonnes de déchets triés.

Un stockage maximal de 150 tonnes de déchets en attente de tri, de 40 tonnes de refus et de 300 tonnes de produits triés est autorisé.

Article 6 - A l'article 8.6, on remplace :

« Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article 7 du décret 94-609 du 13 juillet 1994, pour les matériaux et dans les conditions qu'il précise. »

par

« Le présent arrêté vaut agrément au titre des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'Environnement »

A l'article 8.6.3, on remplace :

« Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 (...) »

par

« Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du présent arrêté (...) »

Article 7 - En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 8 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Sous-Préfet de Neufchâteau, l'inspecteur des installations classées et le Maire de Vaudoncourt sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Barisien et dont copie sera déposée à la mairie de Vaudoncourt et pourra y être consultée. De plus une autre copie de cet arrêté sera affichée à la Mairie de Vaudoncourt pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la Préfecture des Vosges, pour une durée identique et affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du Préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Epinal, le

20 DEC. 2011

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,
Vincent BERTON

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'une recours devant le Tribunal Administratif Territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la dernière formule de publicité, dans les conditions prévues par les articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.